

Date: Le mercredi 9 juin 1999 - n° 43
Heure: 10 heures
Président: M. Jean-Pierre Charbonneau

La séance est ouverte à 10 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Léonard, ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose :

Un énoncé de politique sur la gestion gouvernementale intitulé « Pour de meilleurs services aux citoyens. Un nouveau cadre de gestion pour la Fonction publique ».

(Dépôt n° 393-19990609)

M. Facal, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose huit analyses d'experts portant sur l'Entente-cadre sur l'union sociale :

L'analyse de M. Alain Noël portant sur l'Entente-cadre en général.

(Dépôt n° 394-19990609)

L'analyse de M. André Binette portant sur le chapitre 1 de l'Entente-cadre (principes).

(Dépôt n° 395-19990609)

L'analyse de M. Jacques Frémont portant sur le chapitre 2 de l'Entente-cadre (mobilité).

(Dépôt n° 396-19990609)

L'analyse de M. Ghislain Otis portant sur le chapitre 3 de l'Entente-cadre (imputabilité publique et transparence).

(Dépôt n° 397-19990609)

L'analyse de M. Alain Gagnon portant sur le chapitre 4 de l'Entente-cadre (travailler en partenariat pour les Canadiens).

(Dépôt n° 398-19990609)

L'analyse de M. André Tremblay portant sur le chapitre 5 de l'Entente-cadre (pouvoir fédéral de dépenser).

(Dépôt n° 399-19990609)

L'analyse de M. Guy Tremblay portant sur le chapitre 6 de l'Entente-cadre (prévention et règlement des différends).

(Dépôt n° 400-19990609)

L'analyse de M. Christian Dufour portant sur le projet d'union sociale en regard de la vision québécoise du fédéralisme canadien.

(Dépôt n° 401-19990609)

La liste des experts et leur curriculum vitae.

(Dépôt n° 402-19990609)

Dépôts de rapports de commissions

M. Simard (Richelieu), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des finances publiques qui, les 25 mai et 2 juin 1999, a étudié en détail le projet de loi :

n° 21 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal – Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 403-19990609)

9 juin 1999

Mme Bélanger (Mégantic-Compton), à titre de présidente, dépose les rapports de la Commission de l'éducation qui, :

le 8 juin 1999, a étudié en détail le projet de loi :

n° 43 Loi concernant certaines dispositions dérogatoires dans les lois relatives à l'éducation – Rapporté avec un amendement.
(Dépôt n° 404-19990609)

et les 4 et 8 juin 1999, a étudié en détail le projet de loi :

n° 7 Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation afin d'instituer le comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études – Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 405-19990609)

M. Lachance (Bellechasse), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, les 3, 4 et 8 juin 1999, a étudié en détail le projet de loi :

n° 61 Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec – Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 406-19990609)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

9 juin 1999

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Loïselle (Saint-Henri–Sainte-Anne) dépose :

650 lettres en provenance de citoyens et de citoyennes de la circonscription de Saint-Henri–Sainte-Anne, concernant la suspension des mesures de développement de l'employabilité pour les personnes assistées sociales.

(Dépôt n° 407-19990609)

À la demande de M. le Président, M. Béchard (Kamouraska-Témiscouata) retire certains propos non parlementaires.

À la demande de M. le Président, M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) retire certains propos non parlementaires.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, à la séance du 8 juin 1999, sur la motion de Mme Marois, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi n° 36, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 30 en annexe)

Pour: **68** Contre: **46** Abstention: **0**

En conséquence, le principe du projet de loi n° 36 est adopté.

Sur la motion de M. Brassard, leader du gouvernement, le projet de loi n° 36 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Motions sans préavis

M. Boucher (Johnson) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec félicite Sara-Maude Boucher, de

9 juin 1999

Saint-Denis-de-Brompton, qui a été choisie athlète junior par excellence de l'année en ski alpin au Canada, vendredi dernier, le 4 juin 1999.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Marsan (Robert-Baldwin) présente une motion concernant une consultation publique élargie sur la gestion et l'administration d'Emploi Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Brassard, leader du gouvernement, propose :

QUE soit révoqué la motion adoptée par cette Assemblée le 21 avril 1999 qui envoyait le projet de loi d'intérêt privé n° 204, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Esprit, à la Commission de l'aménagement du territoire et que ledit projet de loi soit déféré à la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

M. Brassard, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques sur le projet de loi n° 47, Loi concernant les conditions de travail dans certains secteurs de l'industrie du vêtement et modifiant la Loi sur les normes du travail, à compter du 1^{er} septembre 1999;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions, au plus tard le 23 août 1999;

QUE la ministre d'État au Travail et à l'Emploi soit membre de ladite

9 juin 1999

commission pour la durée de ce mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Brassard, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 39, Loi concernant la Société nationale du cheval de course;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 44, Loi modifiant la Loi de police, puis de procéder à des consultations particulières et d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 20, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux;
- la Commission de l'éducation, afin d'entendre le groupe de travail sur la place de la religion à l'école;
- la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'entreprendre l'étude détaillée des projets de loi n° 30, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives, et n° 46, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux;
- la Commission des transports et de l'environnement, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 60, Loi sur l'évaluation environnementale du projet de parachèvement du développement hydroélectrique de la rivière Churchill;
- la Commission des affaires sociales, afin d'entreprendre l'étude détaillée des projets de loi n° 36, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, et n° 53, Loi sur la Corporation d'hébergement du Québec;

puis, pour le 16 juin :

- la Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude

9 juin 1999

détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 204, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Esprit;

enfin, pour le 11 juin, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des règles de fonctionnement de l'Assemblée quant au délai de convocation des intéressés dans le cadre de l'étude d'un projet de loi d'intérêt privé :

- la Commission des finances publiques, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 217, Loi concernant Club de Curling et Social de Magog, Limité.

M. Pinard, vice-président, donne l'avis suivant :

- la Commission de l'administration publique se réunira en séance de travail afin de prendre en considération le projet de rapport sur les travaux d'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics et de planifier les travaux pour l'automne 1999.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi n° 32, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les conjoints

9 juin 1999

de fait, ainsi que les amendements transmis par Mme Goupil, ministre de la Justice.

Les amendements sont déclarés recevables.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 01, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 07.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée poursuit le débat sur le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi n° 32, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les conjoints de fait, ainsi que sur les amendements transmis par Mme Goupil, ministre de la Justice.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 209 du Règlement, M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) prend la parole pour une seconde fois dans le débat.

Le débat terminé, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Goupil, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi n° 16, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale et la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

9 juin 1999

Sur la motion de M. Brassard, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

À 17 h 59, sur la motion de M. Brassard, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 10 juin 1999, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

9 juin 1999

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de Mme Marois, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 36 :

(Vote n° 30)

POUR - 68

Arseneau	Boulianne	Gendron	Maltais
Barbeau	Brassard	Geoffrion	Marois
Baril	Caron	Goupil	Ménard
<i>(Arthabaska)</i>	Carrier-Perreault	Harel	Morin
Baril	Charest	Jolivet	Paquin
<i>(Berthier)</i>	<i>(Rimouski)</i>	Julien	Paré
Beaudoin	Chevrette	Jutras	Payne
Beaumier	Cliche	Kieffer	Pelletier
Bédard	Côté	Labbé	<i>(Abitibi-Est)</i>
Bégin	<i>(Dubuc)</i>	Lachance	Perreault
Bergeron	Côté	Landry	Rioux
Bertrand	<i>(La Peltrie)</i>	Laprise	Robert
<i>(Charlevoix)</i>	Cousineau	Leduc	Simard
Bertrand	Désilets	Legault	<i>(Montmorency)</i>
<i>(Portneuf)</i>	Dion	Léger	Simard
Blanchet	Dionne-Marsolais	Lelièvre	<i>(Richelieu)</i>
Boisclair	Doyer	Lemieux	St-André
Bouchard	Duguay	Léonard	Trudel
Boucher	Facal	Létourneau	Vermette
Boulerice	Gagnon		

CONTRE - 46

Beauchamp	Brodeur	Cusano	Gautrin
Béchar	Chagnon	Delisle	Gauvin
Bélangier	Charest	Després	Gobé
Benoit	<i>(Sherbrooke)</i>	Dumont	Houda-Pepin
Bergman	Chenail	Dupuis	Jérôme-Forget
Bordeleau	Cholette	Fournier	Kelley
Bourbeau	Copeman	Gagnon-Tremblay	Lamoureux

9 juin 1999

Lamquin-Éthier	Marcoux	Ouimet	Sirros
Laporte	Marsan	Paradis	Tranchemontagne
Leblanc	Middlemiss	Pelletier	Vallières
Loiselle	Mulcair	(Chapleau)	Whissell
MacMillan	Normandeau	Poulin	Williams

ABSTENTION - 0